

# 2011-2012 : l'Algérie,

«... Les tracasseries de ce monde ne finissent point tant qu'on est sur le trottoir.»

(Voltaire)

Par M'hand Kasmi

«C'est le mouvement qui crée l'immobilisme.» Ce génial aphorisme attribué à Abdelmalek Benhabyles, ancien président du Conseil constitutionnel, résume on ne peut mieux, par la force suggestive de son couperet sentencieux, l'atmosphère qui préside cette année au rituel de passage entre l'année particulièrement mouvementée de 2011 et l'immobilisme a priori judicieusement programmé de 2012. Monsieur Benhabyles, respectueusement surnommé «Socrate» par son entourage, avait utilisé cette proverbiale réplique pour qualifier l'ambiance délétère qui s'installait au ministère des Affaires étrangères dont il était à l'époque le brillant secrétaire général, chaque fois que la rumeur autour d'un «mouvement diplomatique» prenait possession des lieux. Entre 2011 et 2012, la machine à formater les années qui se suivent et se ressemblent a déjà sévi, même si 2012 est déjà pour les 37 millions d'Algériens que nous sommes placée sous le signe hautement symbolique de la célébration d'un demi-siècle d'existence en tant que citoyens d'un Etat-nation, qui peine encore à parachever sa quête éperdue d'une identité durable.

## Le nouvel espace vital des Algériens : entre rues sans trottoirs et trottoirs sans chaussée

«La conversation de Charles était plate comme un trottoir de rue», se moquait Flaubert à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans l'une de ses œuvres littéraires majeures, au sujet du peu de relief des propos de l'un de ses personnages. Oui, à première vue, un trottoir : quoi de plus plat ? Pourtant, chez nous, pays devenu depuis quelques années la patrie privilégiée des rues sans trottoirs et des trottoirs sans vraies rues, ce qui reste de l'espace urbain encore pudiquement dénommé par ce vocable, n'est plus depuis longtemps ce lieu de passage qui permet la flânerie, les bains de foule, l'anonymat et les rêveries qui ont inspiré un jour à l'illustre auteur des *Fleurs du mal* Baudelaire son célèbre poème «A une passante». Le trottoir ou ce qui en reste après un demi-siècle d'indépendance, de piétinements multiples de ses plates-bandes, de rendez-vous ratés avec l'histoire sur ses bancs et édifices publics, est devenu en cette fin d'année 2011 le lieu de vie le plus représentatif de l'amer et mièvre «way of life» algérien, le terrain d'expression concentrée de tous les inaccomplissements et ratés, avant de s'ériger, et pour longtemps peut-être, en espace d'expression le plus révélateur des tendances intimes et profondes de la vie publique de notre pays, qu'elles fussent économiques, sociales, culturelles ou même politiques. Coincé entre des chaussées crachotant leur trop-plein de circulation en mal de stationnement et les immeubles alentours déversant leur surplus de consommation d'ordures et autres gravats multiples, le trottoir de la majorité des villes

algériennes d'aujourd'hui est curieusement devenu, par la seule logique des lois de l'économie informelle non votées à l'APN, le dernier espace vital qui permet au «petit peuple» qui peuple les espaces situés «côté trottoir», de se donner l'illusion de vivre et de pratiquer à large échelle l'activité plus vraie et vitale celle-là, de continuer à se reproduire. Depuis le début de l'année 2011, il a même fini par acquérir le poids d'une force politique majeure, sur laquelle il faut désormais compter ! Flash-back !

## Les trottoirs de la colère

Qu'on s'en souvienne ! 5 janvier 2011, Date du décès par immolation de l'icône de la révolution tunisienne d'aujourd'hui : Tarek Bouazzizi. Le lendemain. Quartier populaire de Bab-El-Oued. Alors que certains Algériens qui aiment à avoir la tête parmi les étoiles au moment des rites festifs de passage à la nouvelle année, ne s'étaient pas encore remis de la gueule de bois accompagnant les lendemains de fêtes, le trottoir de Bab-El-Oued grondait déjà. A la tombée de la nuit de la journée du 5 janvier 2011, l'expulsion d'un important groupe squattant les trottoirs attendant à la place des Trois-Horloges et du marché de ce quartier populaire et peuplé mettait le feu aux poudres. De nombreux quartiers de la couronne algéroise deviennent très rapidement une mèche pyrotechnique qui s'enflamme à la vitesse de l'éclair. Dès le 7 janvier, Alger est cernée par des colonnes de fumée qui prennent d'assaut son ciel porteur de lourdes menaces : Belouizdad, Hussein Dey, Kouba, les Eucalyptus, Bordj El Kiffan font «leur» émeute. L'action «tout-terrain» de dizaines de jeunes tout juste adolescents — croyait-on préciser — aguerris grâce à l'expérience du nouveau métier «d'émeutier» appris sur les trottoirs au cours des 113 000 interventions de «de maintien de l'ordre public» enregistrées par les services de sécurité à travers toute l'Algérie en 2010, s'avère payante. Elle est relayée par celle plus souterraine mais non moins efficace des barons de l'informel mécontents de la mesure prise par l'Etat de rendre plus transparentes leurs «chkaras» en soumettant toutes leurs transactions financières égales ou supérieures à 500 000 dinars à un virement ou chèque bancaire. Bilan de la guerre urbaine : victoire totale de l'alliance politico-militaire «trottoir-chkara» au bout d'une poignée de jours d'émeutes qualifiées bizarrement par certains «d'émeutes de l'huile et du sucre». Du gâteau, quoi ! L'Etat intervient avec ses gros sabots et surtout de gros moyens. Un Conseil des ministres convoqué à la hâte suspend l'application de toutes les mesures qui fâchent le trottoir et les gestionnaires de l'ombre qui assurent son approvisionnement et sa protection politique. Y compris celles, par définition hautement régaliennes, prises moins de quinze jours plus tôt par une loi des finances dont l'encre de la promulgation n'avait pas encore séché. Les forces de la République préparent déjà leur revanche à l'ombre des Unités républicaines de sécurité préalablement désarmées de leurs armes non-létales (entendre armes qui tuent) et prestement dotées d'armes létales (gourdins qui assomment seulement !). En un mot, la «hraoua» des ancêtres qui a déjà fait

ses preuves, seule arme que l'Algérie peut produire avec du bon bois importé d'ailleurs ! Un million de tonnes de blé sont commandées sur-le-champ avec livraison au printemps et des milliers d'armes létales pour livraison immédiate. La couverture politique est assurée par cette déclaration attendrissante et d'un autre âge du ministre de l'Intérieur : «On a reculé car pour imposer le chèque, il faut avoir des structures qui répondent, un nombre de guichets de banque, de poste ou de toute autre institution financière extrêmement important, il faut avoir une population qui sache utiliser le chèque.» Le gouvernement, un instant tirailé par de graves dissensions sur le sujet, retrouve ses esprits et sa solidarité «agissante». Ouyahia, Premier ministre, sort de la réserve observée jusque-là à travers une déclaration péremptoire et tranchante : «La paix sociale n'a pas de prix.» Oui ! Mais cette paix a fatalement un coût. 35 milliards de dollars à la fin de l'année 2011, selon certains observateurs avertis ! Le Conseil des ministres du 3 février 2011 semble clore définitivement l'incident en saluant «le professionnalisme des personnels de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale qui ont (...) appliqué rigoureusement les directives présidentielles prohibant le recours aux armes létales dans le maintien de l'ordre». A partir de ce moment-là, tout le poids de la gestion des milliers de manifestations des humeurs et colères des trottoirs de 2011 sera assumé par des armes «létales». Même le stock impressionnant de grenades lacrymogènes qui ont fait la preuve de leur inefficacité en Tunisie et en Égypte a été délaissé. Est-ce là le secret de «l'exception algérienne» ?

## Le trottoir entre chien... et loup

L'expérience la plus marquante de la rue dans les villes algériennes reste la découverte de son rythme intime. Il est partout le même, même s'il est plus visible dans les grandes mégapoles comme Alger, Oran, Constantine, Annaba. C'est un rythme d'une parfaite valse à deux temps, réglée et calquée sur l'alternance du jour et de la nuit. La nuit tombe vite en Algérie depuis que les ténèbres qui enturbannent les cieux francs de nos horizons sont devenues synonymes d'horreurs macabres à découvrir aux premières lueurs des lendemains incertains. Les cadavres fraîchement étêtés sur les accotements et autres semblants de trottoir gisent encore et malheureusement au fond du subconscient de ceux et celles qui ont vécu ces horreurs quasi-quotidiennes. Alors, même si les choses à ce niveau ont bien changé aujourd'hui, les vieux réflexes ont la peau dure et la vie longue ! Tout le monde compte son temps et se dépêche, qui de finir son ouvrage, qui de ranger son étal, qui de fermer ses caisses de fortune, de rabattre les volets de son appartement, de boucler les grilles de son magasin. Il faut faire vite, la nuit n'attend pas. Et autant les rues et les trottoirs sont encombrés pendant le jour, autant ils sont parfaitement vides dès que la nuit tombe. Mais la question demeure : pourquoi cette désertification de la rue dès la nuit tombée ? La ville meurt-elle le soir pour ressusciter le len-

demain matin ? Que signifie ce rythme brutalement contrasté entre la rue de jour et la rue de nuit ? Unaniment, tous les Algériens mettent en avant l'insécurité générale. Alors, s'il le faut, on sort en groupe, en formation de combat, en caravane : ne jamais être seul(e), telle est la règle absolue dans la rue de nuit, de préférence en été et cette règle déteint sur la mentalité du grand jour.

## Les trottoirs de la souveraineté concédée

Prenez-vous maintenant par la main et hasardez-vous à abandonner momentanément le confort relatif de l'habitable blindé et sécurisé de votre voiture, pour flâner dans Alger capitale de destin national, siège de toutes les administrations censées gérer les différentes fonctions de la souveraineté nationale qui ont de tout temps caractérisé les Etats. Deux de ces fonctions au moins sont sérieusement mises à mal, exercées à même le trottoir. Elles concernent toutes les deux la circulation des biens et des personnes, activité régaliennement noble s'il en est, considérée au même titre que la levée de l'impôt ou la Défense nationale et dans tous les pays du monde comme chasse gardée exclusive de l'Etat : il s'agit, vous l'aurez compris, de l'activité de puissance publique rattachée à la sécurité publique et de celle du change de la monnaie. Pour avoir une idée de la gravité du déstabilisation progressif opéré par l'Etat autour de ce pan de sa souveraineté sur les sensibles espaces urbains, matrice de tous les dangers sur la paix sociale dont il a été question plus haut, une première halte devant cette déclaration horripilante et symptomatique de l'état des lieux faite par un gardien de parking de trottoir d'un quartier huppé d'Alger le 24 décembre dernier à un journaliste de notre confrère d'*El Watan* : «J'ai sept coups de couteau plantés dans le corps à force de me battre contre cette pègre. Je suis comme ça, je ne peux pas voir un truand agresser un citoyen sans intervenir. Mais j'ai un casier judiciaire vierge et je n'ai pas passé une seule heure en prison. Moi je gère ce parking tout seul et sans aucun accessoire. Mon gourdin, c'est ma gentillesse.»

Et d'ajouter en sortant de sa poche un sifflet de couleur noire. «C'est un sifflet réglementaire que m'ont offert les services de police. Les flics du 8<sup>e</sup> me choient comme leur petit frère», se félicite-t-il. Des policiers de la République qui se dessaisissent symboliquement du pouvoir que leur confère la puissance publique d'interpellation ! No comment.

Deuxième halte : Square Port-Saïd. Jadis haut lieu de toutes les promenades algéroises, ce square est l'un des rares espaces publics de la capitale à ne pas avoir été renommé cinquante ans après l'indépendance. Au pied de La Casbah, les trois côtés bâtis du square rivalisent de lieux mythiques : le Théâtre national d'Alger (ex-Opéra) et la terrasse du Tantonville, les arcades commerçantes de ce qui reste de l'hôtel Terminus et, enfin, l'accès vers Bab Azzoun, l'une des portes du vieil Alger. Cet espace de centralité a été envahi par le commerce informel dans toutes ses déclinaisons : étalages, contre-étalages, terrasses et contre-terrasses sans compter les activités souterraines en relation